

Commune d'AMIENS
SA SEVP Auto

PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE
PRÉFECTURE DE LA SOMME

Direction de la Cohésion Sociale
et du Développement Durable

Bureau de l'Environnement
et du Développement Durable

ARRÊTÉ DU 11 OCTOBRE 2006

Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'honneur

Arrêté préfectoral portant agrément des exploitants des installations de dépollution et démontage de véhicules
hors d'usage
SA SEVP Auto à AMIENS

Agrément n° PR 80 00007 D

- Vu le code de l'environnement, notamment les titres I et IV de son livre V ;
- Vu la loi N°64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution;
- Vu la loi N°87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs;
- Vu la loi N°92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau;
- Vu la loi N°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement;
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 19 et 21 ;
- Vu le décret N°53-577 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 43-2 ;
- Vu le décret n° 2003-727 du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, notamment ses articles 9 et 11 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés de véhicules hors d'usage;
- Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 1998 autorisant SEVP Auto à exploiter un chantier de démolition de véhicules hors d'usage à AMIENS, parcelles VP 314 et 315 sur une surface de 10000 m² ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 août 2006 portant délégation de signature à Monsieur Yves LUCCHESI, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu la demande d'agrément, présentée le 9 mars 2006 et complétée le 19 juin 2006, par la SA SEVP Auto pour son chantier d'AMIENS, en vue d'effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage,

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 21 juin 2006,

Vu l'avis émis par la Commission Environnement, Risques Sanitaires et Technologiques du 18 septembre 2006

CONSIDERANT :

que la demande d'agrément présentée le 9 mars 2006 et complétée le 19 juin 2006, par la SA SEVP Auto pour son chantier d'AMIENS comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage ;

le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1^{er}

La société SEVP Auto est agréée pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage sur son chantier à AMIENS. L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2

La société SEVP Auto est tenue pour son chantier d'AMIENS, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1^{er} du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations du cahier des charges ci-joint.

Article 3

L'arrêté préfectoral du 29 décembre 1998 susvisé est complété par les articles suivants :

3.1 - Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention. Les pièces graisseuses sont entreposées dans des lieux couverts.

3.2 - Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. Les emplacements dédiés à l'entreposage des véhicules hors d'usage qui n'ont pas été dépollués conformément aux dispositions du 1^{er} de l'annexe de l'arrêté du 15 mars 2005 doivent être obligatoirement couverts d'un revêtement imperméable. Ce revêtement peut, par exemple, être en béton.

3.3 - Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés dotés de dispositifs de rétention stockés dans des lieux couverts.

3.4 - Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, dans des lieux couverts, dotés d'un dispositif de rétention.

3.5 - Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La quantité totale entreposée est limitée à 100 m³ par tas de 50 m³ au plus espacés d'au moins 15 mètres. Le dépôt est à plus de 10 mètres de tout bâtiment.

Article 4

La SA SEVP Auto est tenue pour son chantier de démolition d'AMIENS de réaliser sous quatre mois à compter de la notification de la présente décision, les travaux de mise en conformité de la zone de dépôt des véhicules hors d'usage non dépollués d'une surface de 500 m². Cette mise en conformité consistera à rendre cette zone portante pour les véhicules à y parquer et à la rendre étanche, à collecter ses eaux pluviales et à les diriger vers le déboureur déshuileur existant si besoin renforcé en capacité, via un volume tampon ou tout autre système permettant l'alimentation du déshuileur à débit régulé. Une note de calcul rappelant la capacité en débit du déboureur déshuileur existant, déterminera le volume d'eau collectée pour une pluie décennale sur l'aire bétonnée à créer, la capacité du volume tampon à installer si nécessaire, le système de régulation de débit choisi pour alimenter le déboureur déshuileur et la valeur du débit délivré.

Cette note de calcul sera transmise sous un mois à l'inspection des installations classées, à compter de la notification de la présente décision.

La SA SEVP Auto est tenue dans le même délai de doter de bacs de rétention ses stocks de fluides neufs en magasin.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées dans le délai de quatre mois à compter de la notification de la présente décision, une attestation de mise en conformité sur les deux points susvisés, délivrée par l'organisme tiers ayant émis les réserves.

Article 5

La SA SEVP Auto à AMIENS est tenue, d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

Article 6

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif d'AMIENS dans un délai de deux mois suivant sa notification et suivant les dispositions précisées à l'article L 514-6 du titre 1er du livre V du code de l'environnement.

Article 7 Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire d'Amiens, le Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la SA SEVP Auto dont le siège social est 21, rue de Mons à CLACY ET THIERRET (02007) et une copie est notifiée à SEVP Auto, 90, rue Maberly 80000 AMIENS.

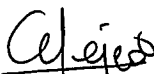
Amiens, le 11 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Yves LUCCHESI

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Pour le préfet et par délégation :
L'attachée, chef de bureau,


Caroline JEJEDO.



CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'AGREMENT.

Yves LUCCHESI

1 - Dépollution des véhicules hors d'usage.

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement sur les véhicules hors d'usage :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

2 - Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

3 - Traçabilité

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n°259/93 du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules. Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

4 - Réemploi

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du code de la consommation.

5 - Dispositions relatives au déchets

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres I^{er} et IV du livre V du code de l'environnement.

6 - Communication d'information

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration (cadre ci-joint) prévue par l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 susvisé.

Cette communication se fait au plus tard le 31 mars suivant l'année où ces opérations sont effectivement réalisées.

7 - Contrôle par un organisme tiers

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au Préfet du département dans lequel se situe l'installation.